

Peut-on reconstruire la gouvernance mondiale ? Le rôle du Japon jugé déterminant

- L'avenir commun de l'Asie et du Japon -



(c) AFP=Jiji

Dans un discours prononcé le 20 janvier lors de la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, le Premier ministre canadien Mark Carney a appelé à l'unité les « puissances intermédiaires », dont son propre pays.

M. Carney a mis en garde contre « une rupture de l'ordre mondial » et « la fin d'une fiction rassurante », affirmant que le monde était entré dans « une dure réalité » où les grandes puissances agissent de plus en plus sans guère de limites ni de contraintes. Dans ce contexte, il a soutenu que les pays n'appartenant pas au cercle des plus grandes puissances ont encore un rôle significatif à jouer.

« Je tiens à vous dire que les autres pays, en particulier les puissances intermédiaires comme le Canada, ne sont pas impuissants », a-t-il déclaré. « Ils ont la capacité de bâtir un nouvel ordre qui intègre nos valeurs, telles que le respect des droits humains, le développement durable, la solidarité, ainsi que la souveraineté et l'intégrité territoriale des différents États. »

Bien que Mark Carney se soit gardé de critiquer un quelconque pays ou dirigeant, ses propos semblaient viser le président américain Donald Trump, qui s'est montré disposé à recourir à des tactiques de pression, y compris à l'encontre des alliés des États-Unis.

Mark Carney est largement perçu comme un partisan de la refondation d'une gouvernance mondiale fondée sur le multilatéralisme et le respect des règles. Ces dernières années, de grandes puissances telles que les États-Unis et la Chine ont intensifié leur lutte d'influence, instrumentalisant non seulement la force militaire, mais aussi des leviers économiques comme les droits de douane, les contrôles à l'exportation et les chaînes d'approvisionnement. Parallèlement, les institutions internationales, dont l'Organisation des Nations unies et l'Organisation mondiale du commerce, sont devenues de plus en plus dysfonctionnelles. En conséquence, l'ordre international fondé sur des règles, qui a servi de socle à la période de l'après-Seconde Guerre mondiale, risque de se déliter.

Une multitude de défis mondiaux

Le monde fait aujourd'hui face à une multitude de défis mondiaux qu'aucun pays ne peut résoudre seul. Le changement climatique, les pandémies, le terrorisme, les crises des réfugiés et la régulation de l'intelligence artificielle exigent tous des réponses internationales coordonnées. L'administration Trump a pourtant persisté dans une politique isolationniste, en se retirant de l'Accord de Paris sur le climat et de l'Organisation mondiale de la santé, tout en sapant l'ordre commercial de l'après-guerre par des droits de douane élevés.

Dressant un constat de la situation actuelle, Kazuhiro Maeshima, professeur de politique américaine à l'Université Sophia de Tokyo, a lancé cet avertissement : « La gouvernance mondiale est profondément ébranlée. J'estime qu'il s'agit d'une situation critique. » Il a relevé que si l'économie de marché s'était de plus en plus mondialisée à l'ère de l'après-guerre froide, les inégalités s'étaient également creusées, alimentant la frustration d'une opinion publique qui avait le sentiment que la richesse nationale partait à l'étranger. « Avec l'émergence de Donald Trump, le rejet de la gouvernance mondiale est devenu manifeste », a déclaré M. Maeshima. Il a identifié l'approche du « mon pays d'abord » comme l'une des caractéristiques déterminantes de ce qu'il a appelé la période de « l'après-après-guerre froide ».

Certains responsables du gouvernement japonais ont eux aussi exprimé leur inquiétude quant à l'état actuel de la gouvernance mondiale. Expliquant pourquoi le multilatéralisme a perdu en efficacité, Ryo Nakamura, directeur général et ministre adjoint chargé des questions mondiales au ministère des Affaires étrangères, a déclaré : « Alors que la communauté internationale a connu de profondes transformations, le cadre de la

coopération internationale n'a que très peu évolué, et le fossé entre ce cadre et la réalité n'a cessé de se creuser. »

Un tournant pour l'ordre international

« Ce à quoi nous assistons constitue un tournant historique pour l'ordre que les États-Unis se sont employés à bâtir », a déclaré M. Maeshima. « Pourtant, nous vivons aussi une époque où la gouvernance mondiale est véritablement indispensable. Nous devons transformer cette crise en opportunité. » Il a souligné l'importance de faire progresser les réformes des organisations internationales, dont les Nations Unies et l'OMC, tout en continuant de mettre en avant la valeur de la gouvernance mondiale.

M. Nakamura a souligné que, « pour obtenir l'adhésion de l'opinion publique, nous devons démontrer que la promotion de la coopération internationale et multilatérale sert l'intérêt national ». Il a également réaffirmé l'attachement du Japon au multilatéralisme en ces termes : « Pour le progrès de l'humanité, il est essentiel que les pays coopèrent entre eux dans le respect de règles communes. Nous devons créer un environnement dans lequel tous les pays puissent coexister pacifiquement. »

Une position singulière

Dans ces conditions, que peut faire le Japon pour contribuer au renforcement de la gouvernance mondiale ?

« Le Japon a un rôle important à jouer », a soutenu M. Maeshima. « Le Japon peut tirer pleinement parti de sa position singulière d'allié des États-Unis, tout en étant capable de collaborer étroitement avec les pays d'Europe et d'Asie. »

À titre d'exemple, il a cité la contribution du Japon à l'adhésion réussie du Royaume-Uni à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), un cadre multilatéral de libre-échange. Le Royaume-Uni a officiellement adhéré à l'accord en décembre 2024, devenant le premier pays européen à le rejoindre.

Une experte européenne a elle aussi placé de grands espoirs dans le rôle que le Japon peut jouer pour renforcer la gouvernance mondiale. Le Japon est « un pays démocratique, politiquement stable, qui défend et promeut de manière constante le multilatéralisme et les normes libérales », a déclaré Céline Pajon, chercheuse et responsable des activités Japon et Indo-Pacifique au Centre Asie de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Elle a mis en avant la position singulière du Japon au sein de la communauté internationale, relevant que le pays « s'est imposé comme un acteur clé, notamment par ses efforts pour maintenir le dialogue et préserver les liens entre son allié américain et ses partenaires européens, ainsi qu'en encourageant l'engagement (du Groupe des sept économies avancées) auprès du Sud global ».

En réponse à ces attentes, M. Nakamura a déclaré : « Le Japon entretient des relations amicales avec de nombreux pays à travers le monde. Dans les relations multilatérales, nous souhaitons jouer un rôle de trait d'union entre ces pays. »

Le multilatéralisme n'est pas mort

Le sommet annuel du G7, organisé du 15 au 17 juin à Évian, dans l'est de la France, s'est achevé par l'adoption de déclarations des dirigeants portant sur différents thèmes, notamment les défis géopolitiques et les minéraux critiques. Lors du sommet de l'année dernière, Donald Trump avait quitté la réunion avant son terme, mettant en évidence une configuration que beaucoup avaient qualifiée de « G6 plus un ». Cette année, cependant, le G7 est parvenu à préserver une certaine unité face à des défis communs et urgents, notamment la hausse des prix de l'énergie consécutive à la fermeture du détroit d'Ormuz et la dépendance persistante à l'égard de la Chine pour certains minéraux essentiels.

En revanche, les questions de gouvernance mondiale n'ont reçu qu'une attention limitée lors du sommet, comme Céline Pajon l'avait prédit. « Garder les États-Unis à la table implique de mettre de côté des dossiers majeurs comme le changement climatique ou le libre-échange », avait-elle déclaré avant la réunion.

La France, qui préside le G7 cette année, a déployé des efforts considérables pour maintenir l'implication de Donald Trump. Ceux-ci ont notamment consisté à aménager le calendrier du sommet pour tenir compte de son anniversaire et à l'inviter à un dîner au château de Versailles à l'issue du sommet.

Selon M. Maeshima, Donald Trump a continué d'affaiblir le rôle du G7 en tant qu'instance de coordination mondiale. « Après avoir, dans les faits, réduit le cadre du G7 à une simple formalité durant son premier mandat, Donald Trump le vide de nouveau de sa substance pendant son second mandat », a-t-il déclaré.

Dans le même temps, M. Maeshima a vu dans l'unité dont le G7 a fait preuve sous l'administration du président américain Joe Biden, en particulier pour soutenir l'Ukraine après l'invasion russe et pour lutter contre le changement climatique, un motif d'optimisme prudent. « Tout dépend des dirigeants en place. Je ne pense pas que la communauté internationale ni la gouvernance mondiale soient déjà mortes », a-t-il déclaré.

M. Nakamura demeure lui aussi optimiste, estimant que la gouvernance mondiale peut encore être relancée grâce au dialogue, à une coopération pragmatique et à une volonté commune de relever les défis partagés. « Je crois qu'un large consensus se dégage parmi les pays sur la nécessité de résoudre, un à un, les problèmes internationaux », a-t-il déclaré. « Le multilatéralisme n'est pas mort. Il nous reste encore beaucoup à faire. »

Par Nobuto Sato
Éditorialiste pour Jiji Press

** Les articles et autres contenus ci-dessus sont fournis par **JJIIPress** ou **AFPBB News**.
N'hésitez pas à les utiliser dans vos propres médias.*

À propos de « **Japan Connect** »
« **Japan Connect** » vous propose les dernières actualités sur le Japon.
Ce nouveau service est assuré par **AFPBB News**, lancé par l'AFP en 2007.

< Contact >

Division des affaires internationales, Jiji Press

global-connect@grp.jiji.co.jp
<https://www.jiji.co.jp/>

DOSSIER DE PRESSE

1



Le président américain Donald Trump. (c) AFP=Jiji

2



Le Premier ministre canadien Mark Carney. (c) AFP=Jiji

3



La Première ministre japonaise Sanae Takaichi arrive pour la cérémonie d'accueil officielle lors du sommet du G7 à Évian, dans l'est de la France, le 15 juin 2026. (c) AFP=Jiji

4



Le président américain Donald Trump fait un geste de la main alors qu'il monte à bord d'Air Force One à l'aéroport de Genève, à destination de Versailles, après avoir participé au sommet du G7 à Évian, dans l'est de la France, le 17 juin 2026. (c) AFP=Jiji

5



(De g. à d.) Le chancelier allemand Friedrich Merz, le Premier ministre britannique Keir Starmer, le président du Conseil européen António Costa, le président américain Donald Trump, le président français Emmanuel Macron, le Premier ministre canadien Mark Carney, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni et la Première ministre japonaise Sanae Takaichi participent à un dîner de travail du sommet du G7 à Évian, dans le centre-est de la France, le 15 juin 2026. (c) AFP=Jiji

6



Le président américain Donald Trump (à g.) visite le château de Versailles en compagnie du président français Emmanuel Macron et de son épouse, Brigitte Macron, avant un dîner organisé le 17 juin 2026 à Versailles, en France. Ce dîner s'est tenu après la clôture du sommet du G7 organisé cette semaine à Évian, en France. (c) AFP=Jiji